



Association  
des Bibliothécaires  
de France

**68<sup>e</sup> congrès**  
**Dunkerque, 9 juin 2023**

# **Que dit la loi Robert sur la politique documentaire ?**

**Focus sur la neutralité, le pluralisme,  
la censure... et les politiques publiques**

Dominique Lahary – [dom.lahary@orange.fr](mailto:dom.lahary@orange.fr)  
<http://www.lahary.fr/pro> | <http://lahary.wordpress.com>

s'exprimant à titre personnel

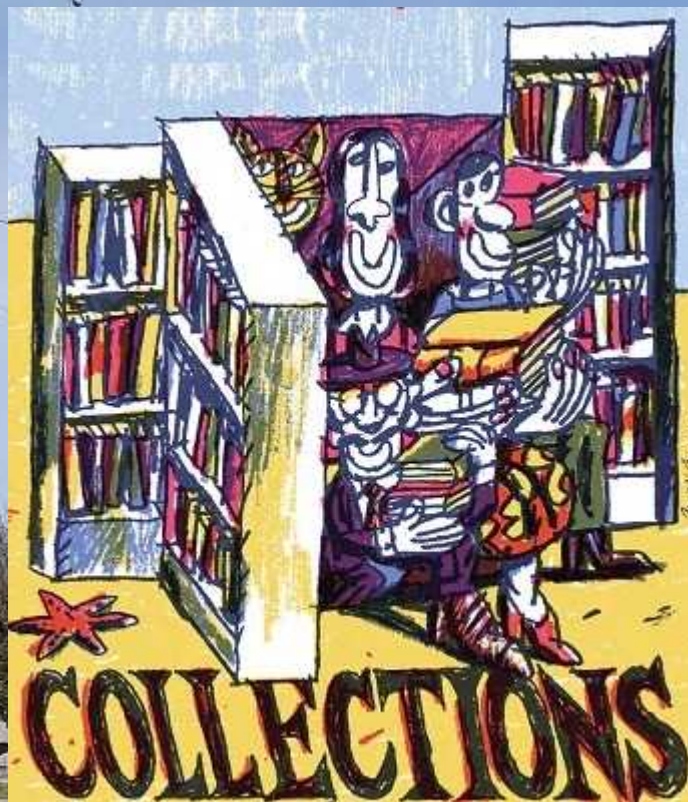
# Introduction au centre



Saint-Hilaire-Fontaine, Saône-et-Loire

Photo D. Lahary, libre de droit

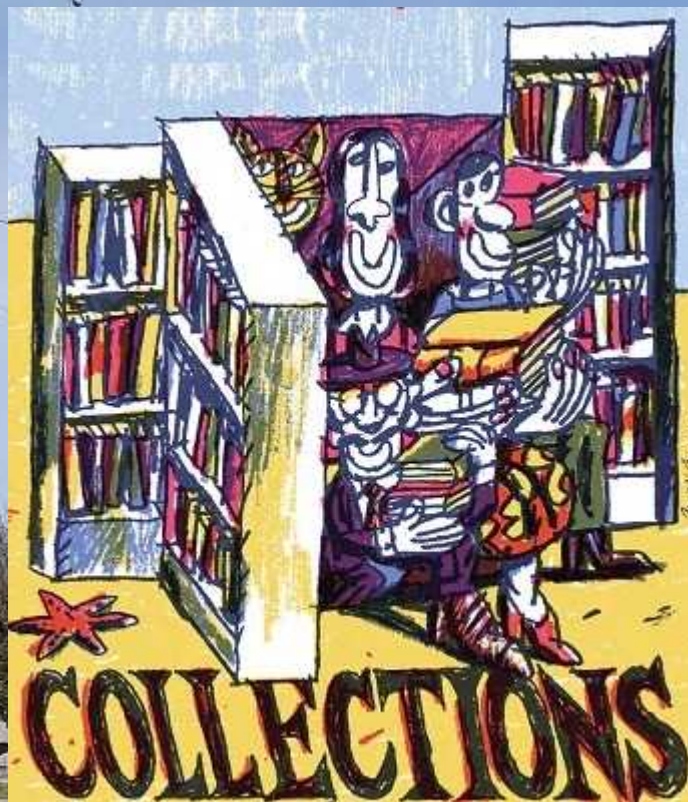




Saint-Hilaire-Fontaine, Saône-et-Loire

D. Lahary, libre de droit





Saint-Hilaire-Fontaine, Saône-et-Loire

D. Lahary, libre de droit

# LOIS

## LOI n° 2021-1717 du 21 décembre 2021 relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique (1)

NOR : MICX2115869L

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

### CHAPITRE I<sup>er</sup>

#### DÉFINIR LES BIBLIOTHÈQUES ET LEURS PRINCIPES FONDAMENTAUX

#### Article 1<sup>er</sup>

Au début du titre I<sup>er</sup> du livre III du code du patrimoine, il est ajouté un article L. 310-1 A ainsi rédigé :

« *Art. L. 310-1 A.* – Les bibliothèques des collectivités territoriales ou de leurs groupements ont pour missions de garantir l'égal accès de tous à la culture, à l'information, à l'éducation, à la recherche, aux savoirs et aux loisirs ainsi que de favoriser le développement de la lecture. A ce titre, elles :

« 1<sup>o</sup> Constituent, conservent et communiquent des collections de documents et d'objets, définies à l'article L. 310-3, sous forme physique ou numérique ;

« 2<sup>o</sup> Conçoivent et mettent en œuvre des services, des activités et des outils associés à leurs missions ou à leurs collections. Elles en facilitent l'accès aux personnes en situation de handicap. Elles contribuent à la réduction de l'illettrisme et de l'illectronisme. Par leur action de médiation, elles garantissent la participation et la diversification des publics et l'exercice de leurs droits culturels ;



# LOIS

## LOI n° 2021-1717 du 21 décembre 2021 relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique (1)

NOR : MICX2115869L

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

### CHAPITRE I<sup>er</sup>

#### DÉFINIR LES BIBLIOTHÈQUES ET LEURS PRINCIPES FONDAMENTAUX

#### Article 1<sup>er</sup>

Au début du titre I<sup>er</sup> du livre III du code du patrimoine, il est ajouté un article L. 310-1 A ainsi rédigé :

« *Art. L. 310-1 A.* – Les bibliothèques des collectivités territoriales ou de leurs groupements ont pour missions de garantir l'égal accès de tous à la culture, à l'information, à l'éducation, à la recherche, aux savoirs et aux loisirs ainsi que de favoriser le développement de la lecture. A ce titre, elles :

« 1<sup>o</sup> Constituent, conservent et communiquent des collections de documents et d'objets, définies à l'article L. 310-3, sous forme physique ou numérique ;

« 2<sup>o</sup> Conçoivent et mettent en œuvre des services, des activités et des outils associés à leurs missions ou à leurs collections. Elles en facilitent l'accès aux personnes en situation de handicap. Elles contribuent à la réduction de l'illettrisme et de l'illectronisme. Par leur action de médiation, elles garantissent la participation et la diversification des publics et l'exercice de leurs droits culturels ;

# LOIS

## LOI n° 2021-1717 du 21 décembre 2021 relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique (1)

NOR : MICX2115869L

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

### CHAPITRE I<sup>er</sup>

#### DÉFINIR LES BIBLIOTHÈQUES ET LEURS PRINCIPES FONDAMENTAUX

#### Article 1<sup>er</sup>

Au début du titre I<sup>er</sup> du livre III du code du patrimoine, il est ajouté un article L. 310-1 A ainsi rédigé :

« *Art. L. 310-1 A.* – Les bibliothèques des collectivités territoriales ou de leurs groupements ont pour missions de garantir l'égal accès de tous à la culture, à l'information, à l'éducation, à la recherche, aux savoirs et aux loisirs ainsi que de favoriser le développement de la lecture. A ce titre, elles :

« 1<sup>o</sup> Constituent, conservent et communiquent des collections de documents et d'objets, définies à l'article L. 310-3, sous forme physique ou numérique ;

« 2<sup>o</sup> Conçoivent et mettent en œuvre des services, des activités et des outils associés à leurs missions ou à leurs collections. Elles en facilitent l'accès aux personnes en situation de handicap. Elles contribuent à la réduction de l'illettrisme et de l'illectronisme. Par leur action de médiation, elles garantissent la participation et la diversification des publics et l'exercice de leurs droits culturels ;



# Qu'est-ce que la loi Robert met au centre ?

## Loi Robert, art. 1

Les bibliothèques des collectivités territoriales ou de leurs groupements ont pour missions de garantir l'égal accès de tous à la culture, à l'information, à l'éducation, à la recherche, aux savoirs et aux loisirs ainsi que de favoriser le développement de la lecture.

À ce titre, elles :

1° Constituent, conservent et communiquent des collections de documents et d'objets, sous forme physique ou numérique ;

2° Conçoivent et mettent en œuvre des services, des activités et des outils associés à leurs missions ou à leurs collections. [...]

# Qu'est-ce que la loi Robert met au centre ?

## Loi Robert, art. 1

Les bibliothèques des collectivités territoriales ou de leurs groupements ont pour missions de **garantir**

**l'égal accès de tous**

*Principe essentiel  
du service public*

*Un terme fort qui  
implique une obligation.*



# Qu'est-ce que la loi Robert met au centre ?

## Loi Robert, art. 1

Les bibliothèques des collectivités territoriales ou de leurs groupements ont pour missions de **garantir**

**l'égal accès de tous**

**à la culture,  
à l'information,  
à l'éducation,  
à la recherche,  
aux savoirs  
et aux loisirs**

**Principe essentiel  
du service public**

*La bibliothèque est au  
croisement de plusieurs  
politiques publiques*

*Un terme fort qui  
implique une obligation.*

# Qu'est-ce que la loi Robert met au centre ?

## Loi Robert, art. 1

Les bibliothèques des collectivités territoriales ou de leurs groupements ont pour missions de **garantir**

**l'égal accès de tous**

**à la culture,  
à l'information,  
à l'éducation,  
à la recherche,  
aux savoirs  
et aux loisirs**

**Principe essentiel  
du service public**

*La bibliothèque est au  
croisement de plusieurs  
politiques publiques*

*Un terme fort qui  
implique une obligation.*

*Une mission  
particulière dans  
ce domaine.*

**ainsi que de favoriser le développement de la lecture.**



# Plan

## Introduction au centre

**1. Deux légitimations, une confirmation**

**2. Une affaire de principes**

**3. Censures**

**4. Faites vos choix**

**5. Au-delà de la collection (locale)**

**6. La poldoc, une politique publique**

**Conclusion**

1

**2 légitimations**  
**1 confirmation**



# La diversification des collections

## Loi Robert, art. 4

Les collections des bibliothèques des collectivités territoriales ou de leurs groupements sont constituées de livres et des autres documents et **objets** nécessaires à l'accomplissement de leurs missions, tels que des documents sonores et audiovisuels.

# Le désherbage

## Loi Robert, art. 6

Les collections bibliothèques des collectivités territoriales ou de leurs groupements qui relèvent du domaine privé mobilier de la personne publique propriétaire sont **régulièrement renouvelées et actualisées**.

Obligation de renouvellement = obligation du **désherbage** et nécessité de l'**actualisation**.  
Une « collection » n'existe que par éliminations et ajouts constants.

# Le désherbage

## Loi Robert, art. 6

Les bibliothèques des collectivités territoriales ou de leurs groupements qui relèvent du domaine privé mobilier de la personne publique propriétaire sont **régulièrement renouvelées et actualisées**.

Obligation de renouvellement = obligation du **désherbage** et nécessité de l'**actualisation**.  
Une « collection » n'existe que par éliminations et ajouts constants.

~~STOCK~~

FLUX

# Accessibilité et distance

Loi Robert, art. 5

Code du patrimoine

[Les collections] sont rendues **accessibles**, à tout public,  
**sur place ou à distance.**

L'accessibilité  
sous toutes  
ses formes

A distance =  
- en ligne !  
- en faisant venir par navette  
ou par portage ?



# 2

# Une affaire de principes

# Principes

## Loi Robert, art. 1

Ces missions s'exercent dans le respect des principes de **pluralisme des courants d'idées et d'opinions**,

Première occurrence de la notion de **pluralisme**

La seconde ne concerne que la politique documentaire.

Le pluralisme n'est donc pas limité aux collections.

# Principes

## Loi Robert, art. 1

Ces missions s'exercent dans le respect des principes de pluralisme des courants d'idées et d'opinions, d'**égalité d'accès** au service public et de **mutabilité** et de **neutralité** du service public. .

# Les principes du service public

**Établis par le juriste Louis Rolland (1877-1956)  
dans les années 1930**

**Mutabilité**

**Égalité**

**Continuité**

**Confirmés par le Conseil d'État  
par plusieurs arrêts entre 1950 et 2008**



# Obligations de l'agent public

## Code général de la fonction publique

### Art. L121-1

Dans l'exercice de ses fonctions, l'agent public est tenu à l'obligation de **neutralité**.

Il exerce ses fonctions dans le respect du principe de **laïcité**. A ce titre, il s'abstient notamment de manifester ses opinions religieuses. Il est formé à ce principe.

L'agent public traite de façon égale toutes les personnes et respecte leur liberté de conscience et leur dignité.

### 3 dimensions de la **neutralité**

Égalité de traitement de chaque usager

Non exposition de ses opinions personnelles

Pluralisme

### La **laïcité**, déclinaison de la neutralité

Égalité de traitement de chaque usager

Non exposition de ses opinions personnelles

Pluralisme notamment des collections

# Neutralité de l'agent public

**servicepublic.fr**

**Le fonctionnaire doit traiter de façon égale tous les usagers, indépendamment de leurs origines, leur sexe, leurs convictions politiques ou religieuses, et respecter leur liberté de conscience et leur dignité.**

# Neutralité de l'agent public

## servicepublic.fr

Le fonctionnaire doit traiter de façon égale tous les usagers, indépendamment de leurs origines, leur sexe, leurs convictions politiques ou religieuses, et respecter leur liberté de conscience et leur dignité.

## fonctionpublique.gouv.fr

Le principe de neutralité du service public interdit au fonctionnaire de faire de sa fonction l'instrument d'une propagande quelconque.



# Neutralité vs. Engagement ?

## Code d'éthique de l'IFLA pour les bibliothécaires et les autres professionnel(le)s de l'information, 2012

*« Les bibliothécaires et les autres professionnel(le)s de l'information sont strictement tenus à la **neutralité** et à l'impartialité concernant les collections, les accès et les services. [...] Ils font la distinction entre leurs convictions personnelles et leur devoir professionnel. Ils ne font pas primer des intérêts privés ou des croyances personnelles sur l'impératif de **neutralité**. »*

## Cela n'empêche pas l'engagement...

professionnel, dans ses fonctions et dans la société  
personnel, en tant que citoyen en dehors de ses fonctions

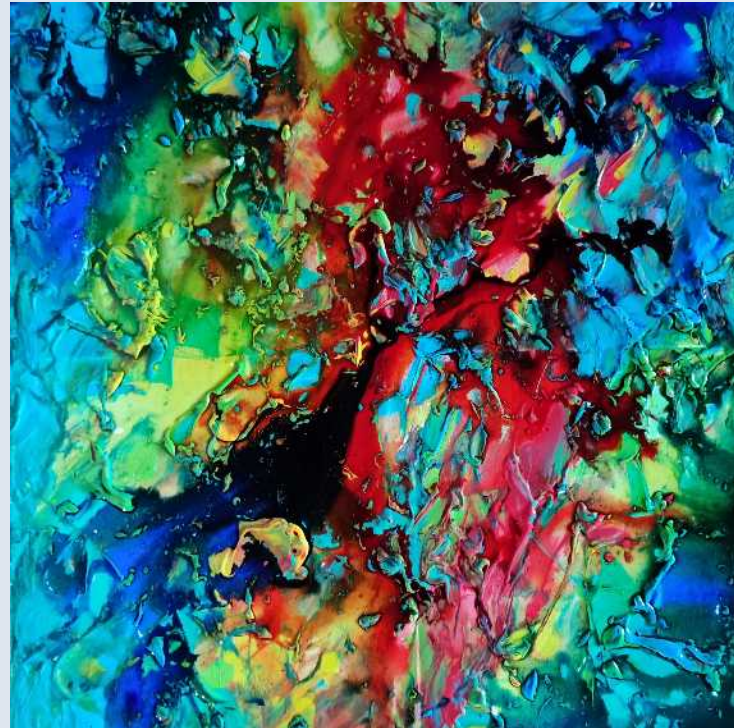


# La neutralité est-ce la grisaille ?



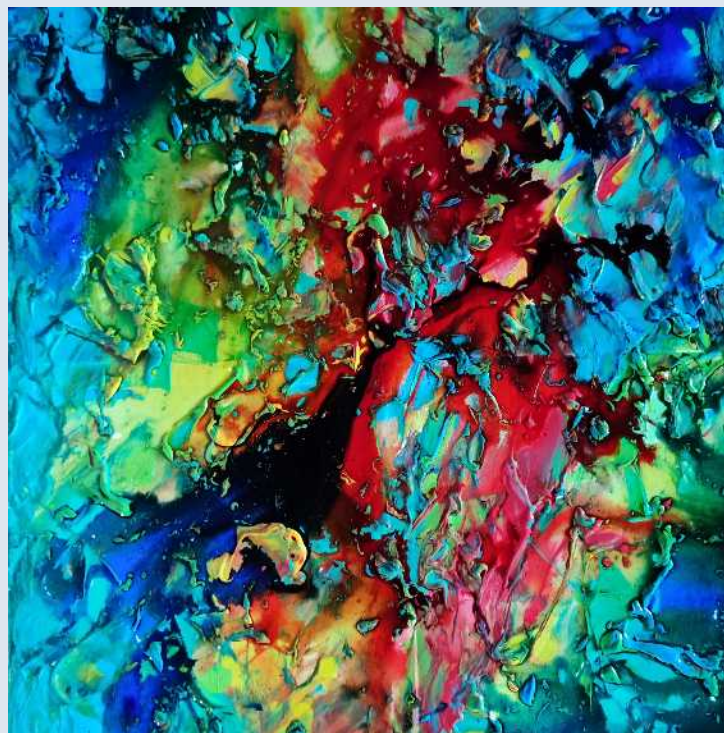
Tableau de Marc Lerude

# La neutralité est-ce la grisaille ? Ou le foisonnement ?



Tableaux de Marc Lerude

# La neutralité documentaire c'est le pluralisme



Tableaux de Marc Lerude







XI.  
La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme : tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi.



Que dit la loi Robert sur la politique documentaire ? / Dominique Lahary, 68e congrès ABF, 9 juin 2023

# Pluralisme

## Il figure parmi les objectifs à valeur constitutionnelle

Sur le fondement de l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen

Doctrine établie par le Conseil constitutionnel à l'occasion de plusieurs décisions entre 1986 et 1993

## Presse imprimée (84-181 DC et 86-210 DC)

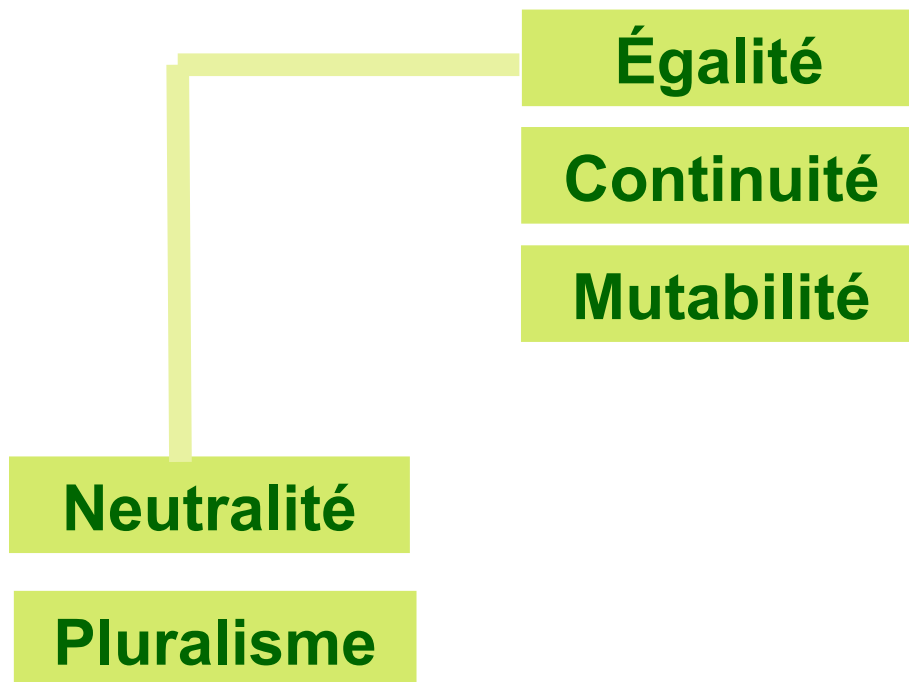
*« la libre communication des pensées et des opinions (...) ne serait pas effective si le public auquel s'adressent ces quotidiens n'était pas à même de disposer d'un nombre suffisant de publications de tendances et de caractères différents »*

## Communication audiovisuelle (86-217 D.C. et 93-333 DC)

*« disposer, aussi bien dans le cadre du secteur public que dans celui du secteur privé, de programmes qui garantissent l'expression de tendances de caractères différents dans le respect de l'impératif d'honnêteté de l'information »*



# Les principes



# Le pluralisme documentaire

## Loi Robert, art. 5

Les collections des bibliothèques des collectivités territoriales ou de leurs groupements sont **pluralistes et diversifiées**.

Elles représentent, **chacune à son niveau ou dans sa spécialité**, la multiplicité des connaissances, des courants d'idées et d'opinions et des productions éditoriales.

Le pluralisme est multiforme :  
politique, culturel, etc.

Modulation de l'exercice du pluralisme  
selon la taille et l'éventuelle spécialisation

# **Du décret à la loi, le pluralisme monte en grade**

## **Article R313-1 du Code du patrimoine (contrôle scientifique et technique des bibliothèques)**

**Le contrôle scientifique et technique de l'État sur l'activité des bibliothèques des collectivités territoriales ou de leurs groupements porte notamment sur**

- **la qualité des collections physiques et numériques, leur renouvellement, leur caractère pluraliste et diversifié ;**
- **[...]**

# Le pluralisme documentaire

## 1998 : L'ABF après le choc des premières municipalités du Front national

« Le pluralisme consiste, non pas à utiliser la bibliothèque comme instrument de propagande, mais à assurer la représentation de la plus grande variété possible de sujets, de cultures, d'auteurs, de styles..., il concourt grâce à une information multiple à développer le sens critique du lecteur et non à l'embrigader. Dans le domaine politique, la bibliothèque doit donc présenter la plus grande diversité des mouvements, des idées, et accompagner de textes critiques les documents émanant des différentes tendances politiques. » **(texte toujours en ligne)**

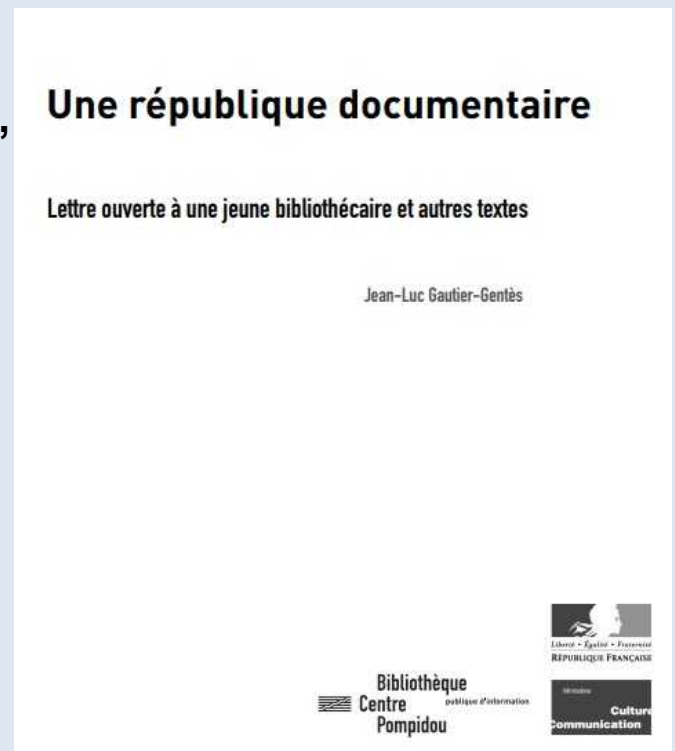
## Code de déontologie des bibliothécaires, ABF, 2022

« Le personnel des bibliothèques s'engage à [...] mettre à disposition des publics l'ensemble des ressources et méthodes nécessaires à la construction d'une pensée complexe et autonome : compréhension éclairée des débats publics, de l'actualité, des grandes questions historiques, philosophiques, scientifiques et sociétales. »

# Le pluralisme documentaire

« Mon bibliothécaire idéal, [...] c'est un homme qui, le soir venu, quitte sa bibliothèque pour aller combattre des idées dont il a veillé, dans la journée, à ce qu'elles soient représentées dans les collections. »

**Jean-Luc Gautier-Gentès, « Lettre à une jeune bibliothécaires », in *Une République documentaire*, Éditions de la Bibliothèque publique d'information, Centre Pompidou, 2004**



3

# Censures





# Que dit la loi ?

## Loi Robert, art. 5

Les collections des bibliothèques des collectivités territoriales ou de leurs groupements sont pluralistes et diversifiées.

Elles représentent, chacune à son niveau ou dans sa spécialité, la multiplicité des connaissances, des courants d'idées et d'opinions et des productions éditoriales.

Elles doivent être exemptes de toutes formes de **censure politique ou religieuse** ou de **pressions commerciales**.

# C'est quoi, la censure ?

## A l'étape de l'édition

Un pouvoir interdit une parution

## A l'étape de la diffusion

Un pouvoir empêche une diffusion, un spectacle, une prise de parole...

## Mais encore...

## Qui censure ?

## Seulement les pouvoirs publics ?

## Ou quiconque agit pour empêcher

une diffusion, un spectacle,  
une prise de parole...



# La censure en bibliothèque

## Loi Robert, art. 5

Les collections des bibliothèques des collectivités territoriales ou de leurs groupements [...] doivent être exemptes de toutes formes de **censure** doivent être exemptes de toutes formes de **censure politique ou religieuse** ou de **pressions commerciales**.

### Manifeste de l'Unesco sur la bibliothèque publique 1994

Les collections et les services ne doivent être soumis ni à une forme quelconque de censure idéologique, politique ou religieuse, ni à des pressions commerciales.

(formule maintenue dans la version de 2022 du manifeste)

# La censure et son revers... l'imposition

## Par l'autorité

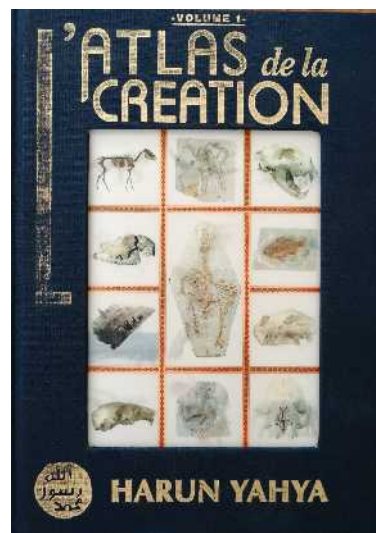
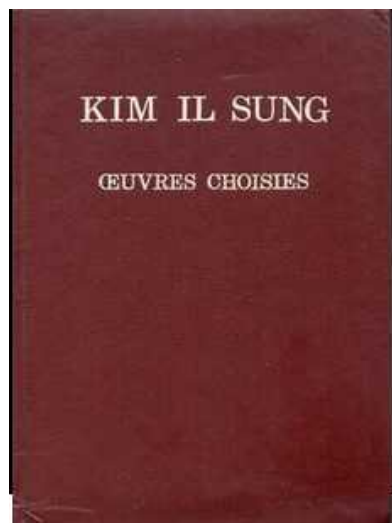
Obligation d'achat, d'abonnement

## Par de « généreux » donateurs

États

Défenseurs d'une croyance

...



# Qui censure en bibliothèque ?

## Code de déontologie de l'IFLA

« Les bibliothécaires et les autres professionnel(le)s de l'information rejettent toute forme d'interdiction ou de restriction de l'accès à l'information et aux idées, particulièrement par la censure, qu'elle soit exercée par des États, des gouvernements, des institutions religieuses ou civiles. »

## L'expérience du comité d'éthique de l'ABF

Un phénomène récurrent mais non massif n'épargnant aucune tendance politique

# Et si un pouvoir censure/impose ?

## Quel pouvoir ?

Local (National?)

## Quels « recours » ?

### Lesquels ?

Discussion, médiation

Recours gracieux

Recours devant le tribunal administratif

Recours devant le Conseil d'État

### Qui ?

Syndicat

État (Préfet / Drac / IGESR)

Association

Citoyens

(Agent de la collectivité?)

## Vers une jurisprudence ?



# Qui censure en bibliothèque ?

## Censure et choix : les fondamentaux demeurent Communiqué, février 2020

« Les usager·ère·s à titre individuel ou collectif, les groupes de pression de tous ordres, n'ont pas non plus à interdire ou imposer des choix au nom d'une idéologie, d'une croyance ou d'un groupe particulier de la société : la participation des citoyen·ne·s à la vie des bibliothèques ne saurait en faire le lieu d'une lutte des un·e·s contre les autres, ni détourner ce service public du devoir d'ouverture et de pluralisme. » **(texte toujours en ligne)**

# Que censure-t-on en bibliothèque ?

## D'habituelles obsessions habituelles

Politique

Religions

Sexe

Genre

## Mais aussi la censure culturelle

Musique ; BD...

## La question de la « protection » de la jeunesse

Secteur ciblé en priorité



Des livres qui osent ! Censure et littérature jeunesse

Identité de genre, religion, sexualité... Tous les sujets peuvent être abordés en littérature jeunesse, pourvu que le traitement soit respectueux et adapté.

En écho à l'exposition *Ne les laissez pas lire* proposée en 2019 par la Bibliothèque Nationale de France, la médiathèque Jacqueline de Romilly vous propose une mise en avant de livres audacieux et d'une grande qualité littéraire, chacun accompagné d'un marque page expliquant la nature de la polémique suscitée.



Que dit la loi Robert sur la politique documentaire ? / Dominique Lahary, 68e congrès ABF, 9 juin 2023

# Qui censure en bibliothèque ?

## Code de déontologie des bibliothécaires, ABF, 2020

Le personnel des bibliothèques veille à ce que la pluralité des ressources favorise l'autonomie de chacun, en recherchant l'objectivité et l'impartialité, et en respectant la diversité des opinions.

Dans ce sens, il s'engage dans ses fonctions à :

- mettre à disposition des publics l'ensemble des ressources et méthodes nécessaires à la construction d'une pensée complexe et autonome : compréhension éclairée des débats publics, de l'actualité, des grandes questions historiques, philosophiques, scientifiques et sociétales ;
- [...]
- ne pratiquer aucune censure, garantir le pluralisme, l'esprit encyclopédique et l'actualité des ressources, collections et services...

# Qui censure en bibliothèque ?

## Code de déontologie des bibliothécaires, ABF, 2020

Le personnel des bibliothèques veille à ce que la pluralité des ressources favorise l'autonomie de chacun, en recherchant l'objectivité et l'impartialité, et en respectant la diversité des opinions.

Dans ce sens, il s'engage dans ses fonctions à :

- mettre à disposition des publics l'ensemble des ressources et méthodes nécessaires à la construction d'une pensée complexe et autonome : compréhension éclairée des débats publics, de l'actualité, des grandes questions historiques, philosophiques, scientifiques et sociétales ;
- [...]
- ne pratiquer aucune censure, garantir le pluralisme, l'esprit encyclopédique et l'actualité des ressources, collections et services...

## . Autocensure ou censure ?

# Qui censure en bibliothèque ?

## Michel Melot

« Le bibliothécaire contrevient sans cesse à ses propres principes dès que son choix se fait hésitant, à contrecœur, dès qu'il exclut sans dire pourquoi il exclut. »

« **Censures sur la censure ?** », in **Bibliothèque(s)** n°41-12 (décembre 2008)

## Jean-Luc Gautier-Gentès

« Puisqu'il ne saurait y avoir, en matière d'acquisitions, une seule politique d'exclusions, la seule façon de ne pas tromper le public est que chaque bibliothèque l'informe des exclusions qu'elle a décidé de pratiquer. »

« **Extrémismes et consensus** », in **Une République documentaire**, Éditions de la Bibliothèque publique d'information, Centre Pompidou, 2004).





4

**Faites  
vos choix**

# Les principes

**Pluralisme**

**Égalité**

**Neutralité**

**Continuité**

**Mutabilité**

## Les principes

Pluralisme

Égalité

Neutralité

Continuité

Mutabilité

## Les missions

Culture

Égalité

Information

Éducation

Savoirs

Recherche

Loisirs

## Les principes

Pluralisme

Égalité

Neutralité

Continuité

Mutabilité

## Les missions

Culture

Égalité

Information

Éducation

Savoirs

Recherche

Loisirs

## Les modulations

Niveau

Spécialité

# La responsabilité de la poldoc

## Quelques domaines délicats

Politique

Religions

Fausse sciences

Complotisme

...

**Jeunesse !**

La censure au nom de la protection

**Homothétie entre offre et demande ?**

Best-sellers

Thématiques

**La loi oblige**

culture, **information**, éducation, recherche, savoirs, loisirs

**Il n'y a aucune raison qu'il n'y ait qu'une seule poldoc**

A chaque équipe d'élaborer la sienne

Choix n'est pas censure s'il repose sur des principes publics

# La tension entre deux pôles

## Familiarités

### Droits culturels

Si quiconque, entrant dans une bibliothèque, n'y décèle rien qui lui soit déjà familier, alors il lui est signifié, j'ose dire avec violence, que cet endroit n'est pas pour lui.

**Votre serviteur, « Pour une bibliothèque polyvalente : à propos des best-sellers en bibliothèque publique », in *Bulletin d'informations* de l'ABF n°189, 2000.**

# La tension entre deux pôles

**Familiarités**

**Droits culturels**

**Pluralisme, diversité**

**Peut ne pas plaire**



Si quiconque, entrant dans une bibliothèque, n'y décèle rien qui lui soit déjà familier, alors il lui est signifié, j'ose dire avec violence, que cet endroit n'est pas pour lui.

**Votre serviteur, « Pour une bibliothèque polyvalente : à propos des best-sellers en bibliothèque publique », in *Bulletin d'informations* de l'ABF n°189, 2000.**

La bibliothèque se doit d'étonner et, parfois, d'importuner.  
C'est à ce prix qu'elle se montre émancipatrice.

**Denis Merklen, *Indispensables bibliothèques, proximité et distance*.  
Intervention au 67<sup>e</sup> congrès de l'ABF, 2 juin 2022**



# 5

## **Au-delà de la collection (locale)**

# Au-delà de la collection locale

## En réseau intercommunal

Poldoc intégrée

Poldoc concertée

Poldoc éclatée

Mais dans tous les cas une base étendue  
et une complémentarité de fait

## En bibliothèque départementale

La question de l'apport documentaire spécifique de la BD  
par rapport aux bibliothèques desservies

## Le prêt entre bibliothèques

Ça marche mieux entre les BU : le PEB

Mais on eut toujours demander un prêt à une autre  
bibliothèque

# Au-delà de la collection

## Les bouquets en ligne

Offre étendue de périodiques

## Le web

Donner accès

Faire la médiation

notamment EMI

# 6

# La poldoc, une politique publique

# La politique documentaire

## Loi Robert, art. 7

**Les bibliothèques** des collectivités territoriales ou de leurs groupements **élaborent les orientations générales de leur politique documentaire, qu'elles présentent devant l'organe délibérant** de la collectivité territoriale ou du groupement et qu'elles actualisent régulièrement.

La politique documentaire est définie par « la bibliothèque », dans le cadre décrit à l'article 5.

Ce qui est à présenter ce sont les **orientations générales**.

# Les partenariats et le vote éventuel

## Loi Robert, art. 7

Elles présentent également **leurs partenariats** avec les organismes culturels, éducatifs et sociaux, les établissements pénitentiaires et les établissements d'accueil de la petite enfance.

La présentation [des orientations de la politique documentaire et les partenariats] **peut être suivie d'un vote de l'organe délibérant.**

Le vote est facultatif.  
Segment de phrase ajoutée suite à un amendement au Sénat.

Ajout de l'Assemblée nationale à adapter aux situations locales

# La poldoc validée ?

**1998 : L'ABF après le choc des premières municipalités du Front national**

## La politique d'acquisition en 12 points

### **12. Produire un document de politique générale**

L'équilibre des options de la bibliothèque, ses priorités comme ses objectifs, peuvent alors faire l'objet d'une Charte des collections, document récapitulatif destiné à informer publics et partenaires de la réflexion engagée dans la bibliothèque. Ce document sera plus riche s'il est rédigé non en amont mais en même temps que les réflexions s'élaborent, que les indicateurs se construisent. Il est souhaitable que cette Charte soit discutée et validée par les tutelles de la bibliothèque.



# Un peu d'analyse grammaticale

**Loi Robert, art. 7**

**Les bibliothèques** des collectivités territoriales ou de leurs groupements **élaborent les orientations générales de leur politique documentaire**

**A quoi renvoie ce possessif ?**

# Une poldoc déléguée

## Loi Robert, art. 7

**Les bibliothèques** des collectivités territoriales ou de leurs groupements **élaborent les orientations générales de leur politique documentaire, qu'elles présentent devant l'organe délibérant** de la collectivité territoriale ou du groupement et qu'elles actualisent régulièrement.

## Les deux caractéristiques de cette délégation

**Liberté des bibliothécaires dans le cadre des principes de la loi**  
**Obligation de présentation → de publication**

# Lisons Sylvie Robert

Dans L'année des bibliothèques, BBF, 2023.

## **Bibliothèques, objets politiques**, pages 13 à 15

**L'article 7 de la loi stipule que la politique documentaire de la bibliothèque doit être présentée à l'organe délibérant. Quel est l'objectif de cette disposition dont certains professionnels craignent que cela « ouvre la boîte de Pandore » ?**

L'objectif est de créer un dialogue entre les élus, le directeur de la culture et le professionnel de la bibliothèque. Pour le professionnel, présenter les grands principes de sa politique documentaire, c'est déjà faire obstacle aux demandes et aux pressions car, à partir de moment où il y a un échange, c'est plus difficile ensuite de remettre en cause ce qui a été débattu.

Je ne pense pas que cela va ouvrir la boîte de Pandore. Au contraire, c'est plus sécurisant pour le professionnel dont le texte de la loi dit clairement que c'est lui qui a la responsabilité de la politique documentaire, et non l'élu. Je pense qu'il est préférable de favoriser le débat et l'échange, donc la transparence, plutôt que de cacher. Avec cet article, on va jusqu'au bout de la logique, on met cartes sur table et on montre comment se construit une politique documentaire. Cette disposition arme encore plus les bibliothécaires.

# La poldoc est une politique publique

## Il est démocratique qu'elle soit publique

Les citoyens, les habitants doivent pouvoir avoir connaissance des orientations générales.

La publication passe par la transmission à l'assemblée délibérante.



# Politique publique

## Qu'est-ce que c'est ?

Les « interventions d'une autorité investie de puissance publique et de légitimité sur un domaine spécifique de la société ou du territoire ».

Jean-Claude Thoenig, *Dictionnaire des politiques publiques*, 4<sup>e</sup> édition, Presses de Sciences Po, 2014.

# Politique publique

## Qu'est-ce que c'est ?

Les « interventions d'une autorité investie de puissance publique et de légitimité sur un domaine spécifique de la société ou du territoire ».

Jean-Claude Thoenig, *Dictionnaire des politiques publiques*, 4<sup>e</sup> édition, Presses de Sciences Po, 2014.

## Et les bibliothécaires ?

Par leur action y compris quotidienne, il font de la politique publique.

# Politique publique

## Qu'est-ce que c'est ?

Les « interventions d'une autorité investie de puissance publique et de légitimité sur un domaine spécifique de la société ou du territoire ».

Jean-Claude Thoenig, *Dictionnaire des politiques publiques*, 4<sup>e</sup> édition, Presses de Sciences Po, 2014.

## Et les bibliothécaires ?

Par leur action y compris quotidienne, il font de la politique publique, , même s'ils ne s'en rendant pas compte.









# XV. LA société a le droit de demander compte a tout agent public de son administration.



Que dit la loi Robert sur la politique documentaire ? / Dominique Lahary, 68e congrès ABF, 9 juin 2023

# Conclusion





**s'appuyant sur ceux  
de la Constitution et  
du Code général de  
la Fonction publique**

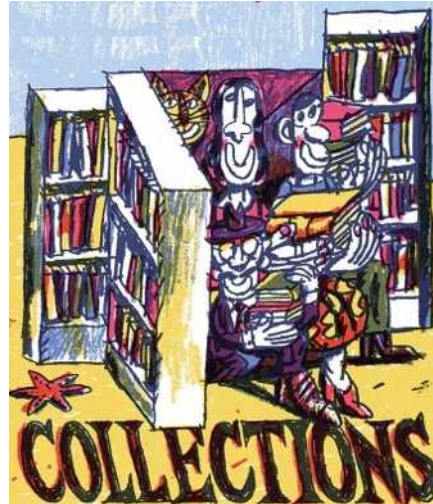
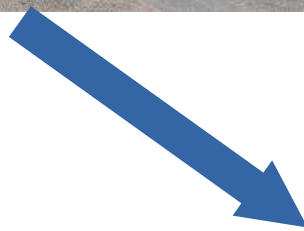


**s'appuyant sur ceux  
de la Constitution et  
du Code général de  
la Fonction publique**

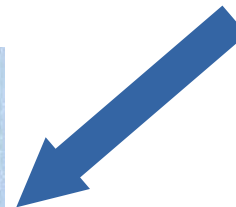
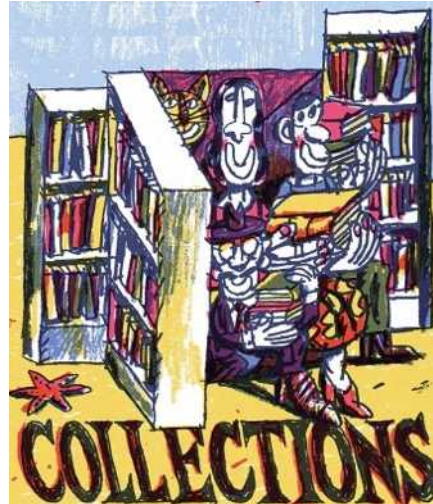
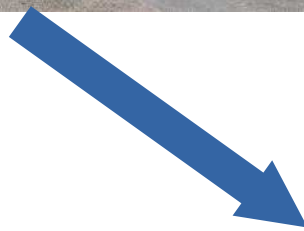
**compatible avec les  
valeurs portées par les  
bibliothécaires  
l'échelle internationale**











# On en discute ?